PRÉFET DE LA RÉGION GUADELOUPE
Liberté Égalité Fraternité

Direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS)

France Travail

Dares
Déchiffrer le monde du travail pour **éclairer** le débat public

Les inscrits à France Travail en Guadeloupe au 1er trimestre 2025

En moyenne au 1er trimestre 2025, en Guadeloupe, le nombre de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social s'établit à 61 040 (catégories A, B, C, D, E). Au 1er trimestre 2025, au sein des deux catégories créées en janvier 2025, 145 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F, donnée brute non corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables (non CVS-CJO)) et 14 951 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G, donnée brute (non CVS-CJO)).

En moyenne au 1er trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail et tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 56 140. Parmi eux, 42 970 sont sans emploi (catégorie A) et 13 170 exercent une activité réduite (catégories B, C).

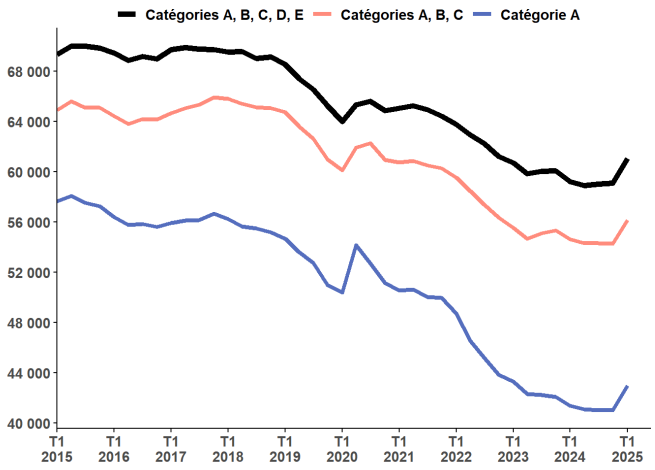
Au 1er trimestre 2025, le nombre de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social (catégories A, B, C, D, E) augmente de 3,3 % (+1 960) et croît de 3,1 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C augmente de 3,4 % (+1 860) sur le trimestre et augmente de 2,8 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 4,8 % (+1 960) ce trimestre et augmente de 3,8 % sur un an.

En France (hors Mayotte), au 1er trimestre 2025, le nombre moyen de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social augmente de 3,9 % (+243 400). Pour les catégories A, B, C il augmente de 4,5 % (+246 400). En catégorie A, il croît de 8,7 % (+273 100) ce trimestre.

Hors bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) et jeunes en Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (Pacea), en contrat d'engagement jeune (CEJ) ou en Accompagnement Intensif Jeunes (AIJ), le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 2,0 % ce trimestre et croît de 2,7 % sur un an.

GRAPHIQUE 1 | Inscrits à France Travail en catégories ABCDE, ABC et A

Guadeloupe
Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO)



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Avertissement loi plein emploi
Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025. Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation. Des indicateurs complémentaires excluant les publics touchés par la réforme sont mis à disposition pour mieux appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à France Travail. Ces évolutions répondent aux recommandations du groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis).

Avertissement évolution des règles d'actualisation
Depuis le mois d'octobre 2024, les effectifs d'inscrits à France Travail en catégories A, B et C sont affectés par des changements dans les règles d'actualisation. Ces changements réhaussent les effectifs comptabilisés en catégorie A et réduisent les effectifs en catégories B et C, ainsi que les sorties des catégories A, B, C (voir avertissement p3).

Une documentation méthodologique est disponible sur le site de la Dares. Elle comprend un document présentant les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques sur les inscrits à France Travail.
Les données publiées concernent les personnes inscrites à France Travail. La notion d'inscrits à France Travail diffère de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (cf encadré page 8).
Prochaine parution, le vendredi 25 juillet 2025 : Les inscrits à France Travail en Guadeloupe au 2e trimestre 2025.

Inscrits à France Travail par catégorie

TABLEAU 1 | Inscrits à France Travail par catégorie

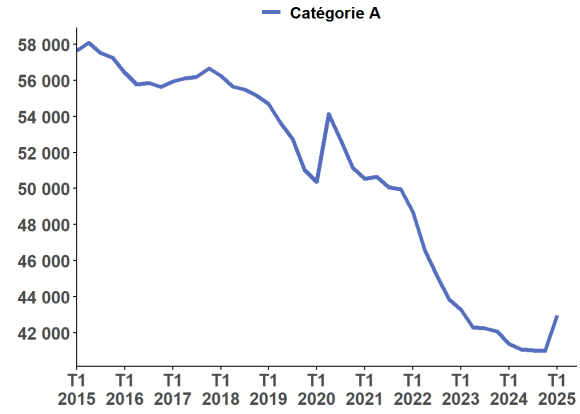
Guadeloupe, données CVS-CJO (catégories A, B, C, D, E), données brutes (catégories F, G)

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	1er trimestre 2024	4e trimestre 2024	1er trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Guadeloupe					
Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A)	41 390	41 010	**42 970**	4,8	3,8
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte (catégorie B)	5 130	5 150	**5 030**	-2,3	-1,9
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue (catégorie C)	8 110	8 120	**8 140**	0,2	0,4
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	54 630	54 280	**56 140**	3,4	2,8
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie D)	2 860	2 870	**3 000**	4,5	4,9
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi (catégorie E)	1 720	1 930	**1 900**	-1,6	10,5
Inscrits ni en attente d'orientation, ni en parcours social (catégories A, B, C, D, E)	59 200	59 080	**61 040**	3,3	3,1
Inscrits en parcours social (catégorie F, données brutes)			**145**		
Inscrits en catégorie d'attente (catégorie G, données brutes)			**14 951**		
France (hors Mayotte) - En milliers					
Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A)	3 022,1	3 135,0	**3 408,1**	8,7	12,8
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte (catégorie B)	845,9	833,7	**813,3**	-2,4	-3,9
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue (catégorie C)	1 524,0	1 523,0	**1 516,7**	-0,4	-0,5
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	5 392,0	5 491,7	**5 738,1**	4,5	6,4
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie D)	356,9	348,9	**352,6**	1,1	-1,2
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi (catégorie E)	403,6	410,7	**404,0**	-1,6	0,1
Inscrits ni en attente d'orientation, ni en parcours social (catégories A, B, C, D, E)	6 152,5	6 251,2	**6 494,6**	3,9	5,6
Inscrits en parcours social (catégorie F, données brutes)			**26,6**		
Inscrits en catégorie d'attente (catégorie G, données brutes)			**809,3**		

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 2 | Inscrits en catégorie A

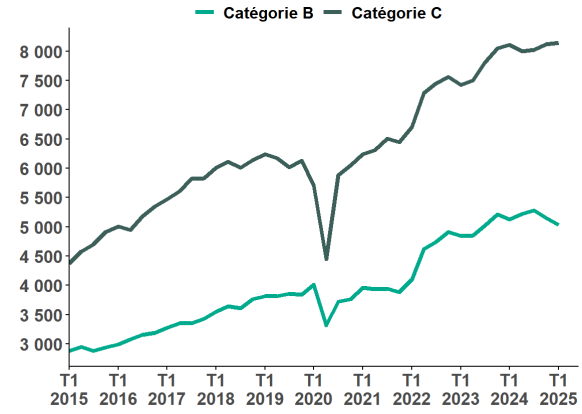
Guadeloupe, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 3 | Inscrits en catégories B et C

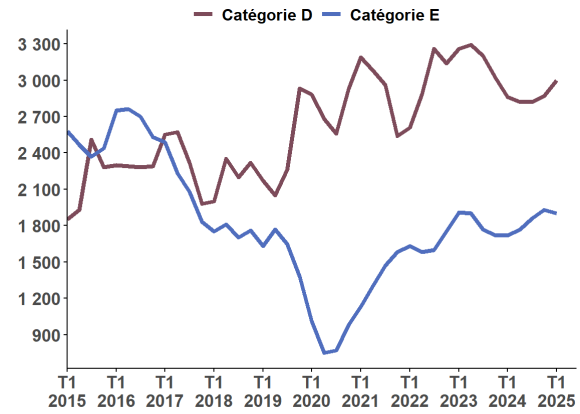
Guadeloupe, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 4 | Inscrits en catégories D et E

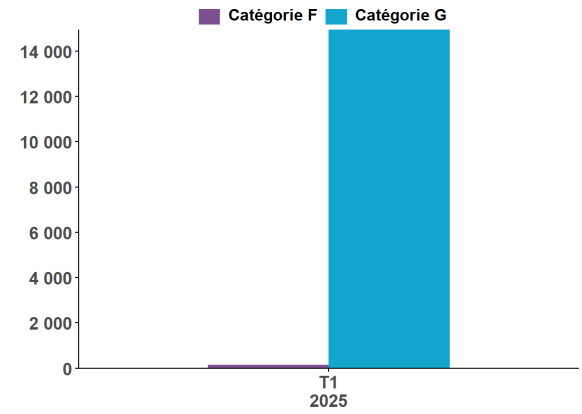
Guadeloupe, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 5 | Inscrits en catégories F et G

Guadeloupe, données brutes



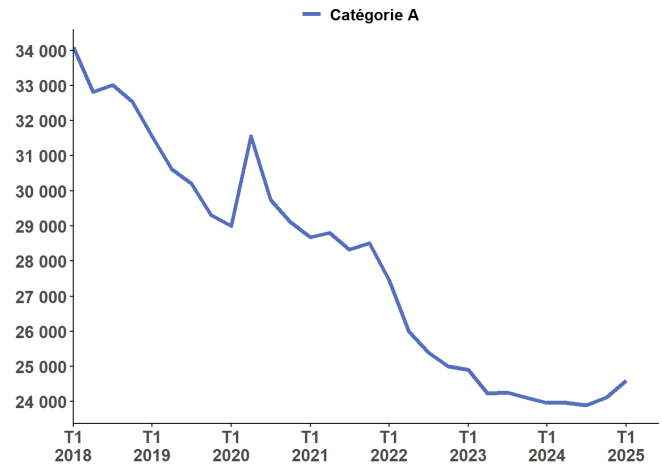
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Inscrits hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA, AIJ)

Pour faciliter la lecture des évolutions durant la période de transition suite à l'élargissement de l'inscription obligatoire à de nouveaux publics (en particulier aux demandeurs et bénéficiaires du RSA et aux jeunes en CEJ, AIJ ou en PACEA) sont présentées ici des séries complémentaires qui permettent d'apprécier l'évolution du nombre d'inscrits hors ruptures associées à ces nouveaux entrants. Ainsi, au 1er trimestre 2025 en Guadeloupe, le nombre moyen d'inscrits hors demandeurs et bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA, AIJ) augmente de 2,0 % pour les inscrits en catégorie A (+2,7 % sur un an) et augmente de 1,1 % pour ceux en catégories A, B, C (+1,3 % sur un an). En France (hors Mayotte), le nombre de demandeurs d'emploi hors nouveaux publics (RSA, CEJ, PACEA, AIJ) croît de 5,4 % pour les inscrits en catégorie A (+9,7 % sur un an) et croît de 2,3 % pour ceux en catégories A, B, C (+4,3 % sur un an).

GRAPHIQUE 6 | Inscrits en catégorie A hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ)

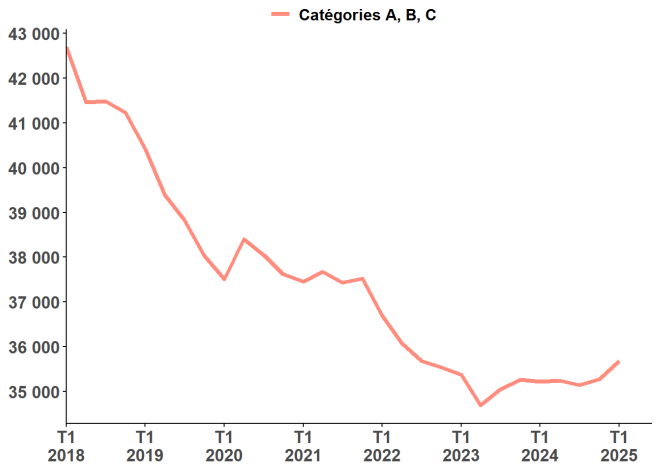
Guadeloupe, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 7 | Inscrits en catégories A, B, C hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ)

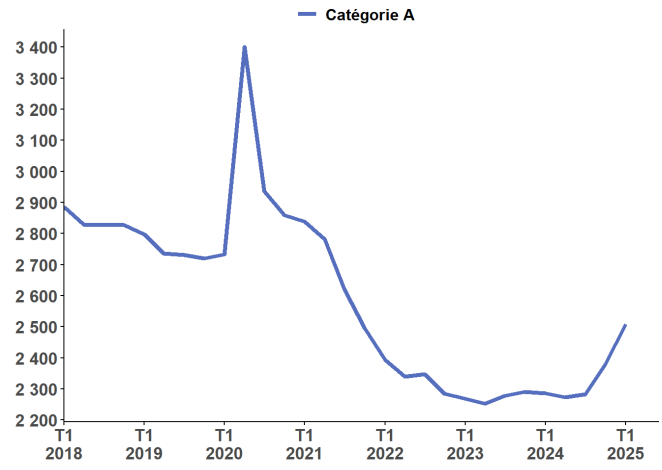
Guadeloupe, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 8 | Inscrits en catégorie A hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ)

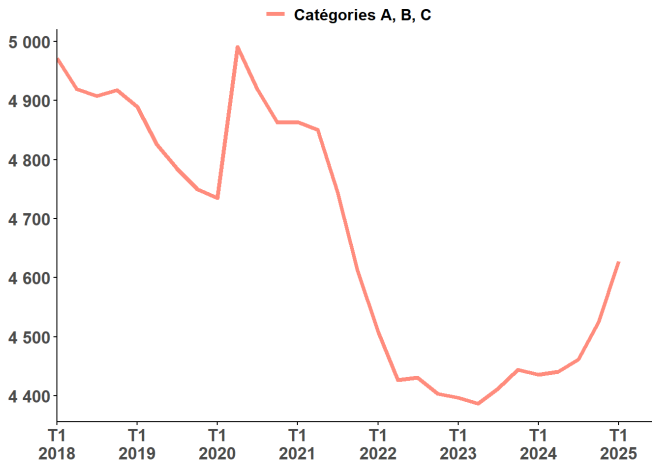
France (hors Mayotte), données CVS-CJO, en milliers



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 9 | Inscrits en catégories A, B, C hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ)

France (hors Mayotte), données CVS-CJO, en milliers



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Avertissement sur l'évolution des règles d'actualisation

Depuis octobre 2024, les effectifs d'inscrits à France Travail (FT) en catégories A, B et C, et les séries complémentaires hors RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, Pacea, AIJ) sont affectés par deux changements dans les règles d'actualisation (*Consulter le chiffrage national*) :

- Une **évolution du formulaire d'actualisation déployée au mois de novembre 2024** s'applique aux événements déclarés à partir d'octobre 2024. Les personnes inscrites en cours de mois ne peuvent plus déclarer une activité exercée dans le mois si elle est antérieure à leur inscription. Cette évolution conduit à augmenter le nombre d'inscrits en catégorie A, en réduisant d'autant le nombre d'inscrits en catégories B et C, sans modifier le nombre total d'inscrits en catégorie ABC en octobre et novembre 2024.
- **Depuis janvier 2025**, tant qu'elles ne signent pas leur contrat d'engagement, les personnes qui s'inscrivent à FT et qui n'ont pas de droits à indemnisation n'ont pas à s'actualiser. Elles sont alors inscrites en catégorie A jusqu'à la signature de ce contrat. Cela a un impact à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégories B et C (étant dispensés d'actualisation, ces nouveaux inscrits non indemnisables ne déclarent pas d'activité réduite) et à la baisse sur le nombre de sorties des listes. Cette évolution a donc un effet à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégorie ABC.

Demandeurs d'emploi par département et région d'Outre-mer (hors Mayotte)

Au 1er trimestre 2025, dans les départements et régions d'Outre-mer (DROM), hors Mayotte et Guadeloupe, les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C se situent entre +2,5 % à La Réunion et +9,3 % en Guyane.

Sur un an, elles se situent entre +3,0 % à La Réunion et +17,5 % en Guyane. Sur un trimestre, les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A se situent entre +4,4 % à La Réunion et +12,0 % en Guyane. Sur un an, elles se situent entre +4,5 % à La Réunion et +21,9 % en Guyane.

TABLEAU 2 | Inscrits à France Travail en catégories A, B, C

Guadeloupe, données CVS-CJO (catégorie ABC)

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	1er trimestre 2024	4e trimestre 2024	1er trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Guadeloupe	**54 630**	**54 280**	**56 140**	**3,4**	**2,8**
Martinique	41 520	42 200	**44 340**	5,1	6,8
Guyane	26 230	28 190	**30 820**	9,3	17,5
La Réunion	153 800	154 520	**158 350**	2,5	3,0
France (hors Mayotte) - En milliers	**5 392**	**5 491,7**	**5 738,1**	**4,5**	**6,4**

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

TABLEAU 3 | Inscrits à France Travail en catégorie A

Guadeloupe, données CVS-CJO (catégorie A)

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	1er trimestre 2024	4e trimestre 2024	1er trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Guadeloupe	**41 390**	**41 010**	**42 970**	**4,8**	**3,8**
Martinique	29 780	30 530	**32 810**	7,5	10,2
Guyane	21 510	23 410	**26 210**	12,0	21,9
La Réunion	115 100	115 270	**120 310**	4,4	4,5
France (hors Mayotte) - En milliers	**3 022,1**	**3 135**	**3 408,1**	**8,7**	**12,8**

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C et A

Au 1er trimestre 2025, en Guadeloupe, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C croît de 17,9 % pour les moins de 25 ans (+19,6 % sur un an), croît de 1,9 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+0,5 % sur un an) et croît de 1,0 % pour ceux âgés de 50 ans et plus (+0,8 % sur un an).

Le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 23,4 % pour les moins de 25 ans (+26,2 % sur un an), augmente de 3,2 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+1,5 % sur un an) et croît de 1,4 % pour ceux âgés de 50 ans et plus (+0,4 % sur un an).

TABLEAU 4 | Ensemble des catégories A, B, C et A par âge

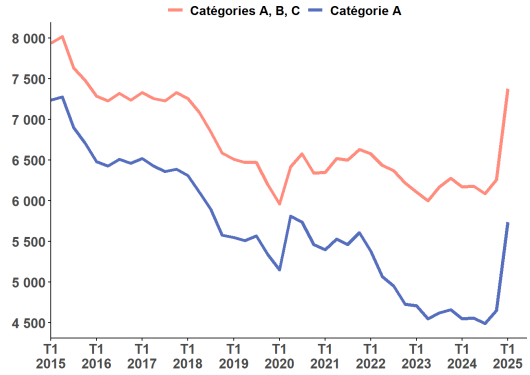
Guadeloupe, données CVS-CJO

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	1er trimestre 2024	4e trimestre 2024	1er trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Ensemble des catégories ABC	**54 630**	**54 280**	**56 140**	**3,4**	**2,8**
Moins de 25 ans	6 170	6 260	**7 380**	17,9	19,6
Entre 25 et 49 ans	28 400	27 990	**28 530**	1,9	0,5
50 ans et plus	20 060	20 030	**20 230**	1	0,8
Ensemble de la catégorie A	**41 390**	**41 010**	**42 970**	**4,8**	**3,8**
Moins de 25 ans	4 550	4 650	**5 740**	23,4	26,2
Entre 25 et 49 ans	20 610	20 270	**20 920**	3,2	1,5
50 ans et plus	16 240	16 090	**16 310**	1,4	0,4

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 10 | Inscrits de moins de 25 ans en catégories A, B, C et A

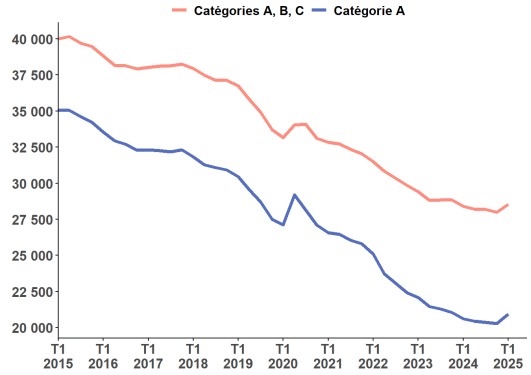
Guadeloupe, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 11 | Inscrits de 25 à 49 ans en catégories A, B, C et A

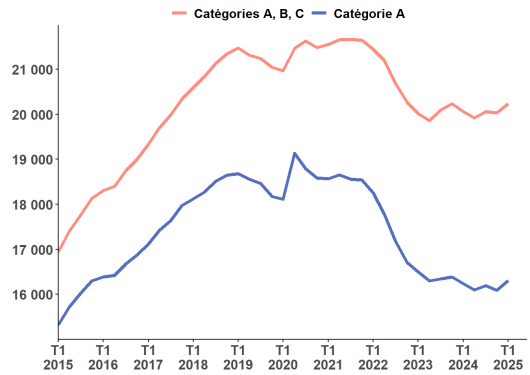
Guadeloupe, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 12 | Inscrits de 50 ans et plus en catégories A, B, C et A

Guadeloupe, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Ancienneté en catégories A, B, C

Au 1er trimestre 2025, le nombre moyen de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus augmente de 0,9 % (+3,8 % sur un an), tandis que celui des inscrits depuis moins d'un an augmente de 6,2 % (+1,7 % sur un an).

La part des demandeurs d'emploi en catégorie A, B, C inscrits depuis un an ou plus baisse de 1,3 pt (+0,5 pt sur un an) et s'établit à 50,9 % au 1er trimestre 2025. En France (hors Mayotte), les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus représentent 42,2 % des inscrits en catégorie A, B, C.

TABLEAU 5 | Ancienneté (1) en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi

Guadeloupe, données CVS-CJO

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	1er trimestre 2024	4e trimestre 2024	1er trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Guadeloupe					
Moins de 1 an	**27 080**	**25 940**	**27 550**	**6,2**	**1,7**
Moins de 3 mois	9 590	9 780	**10 830**	10,7	12,9
De 3 mois à moins de 6 mois	7 200	6 700	**7 040**	5,1	-2,2
De 6 mois à moins de 12 mois	10 280	9 460	**9 680**	2,3	-5,8
Un an ou plus	**27 550**	**28 340**	**28 590**	**0,9**	**3,8**
De 1 an à moins de 2 ans	10 820	11 550	**11 510**	-0,3	6,4
De 2 ans à moins de 3 ans	4 710	5 300	**5 660**	6,8	20,2
3 ans ou plus	12 020	11 490	**11 420**	-0,6	-5
Demandeurs d'emploi en catégories A,B,C	**54 630**	**54 280**	**56 140**	**3,4**	**2,8**
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus	50,4 %	52,2 %	**50,9 %**	-1,3 pt	0,5 pt
France (hors Mayotte) - En milliers					
Un an ou plus	**2 371,4**	**2 393,9**	**2 420,5**	**1,1**	**2,1**
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus	44,0 %	43,6 %	**42,2 %**	-1,4 pt	-1,8 pt

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

(1) L'ancienneté en catégories A, B, C est mesurée sur le trimestre par le nombre de jours où le demandeur d'emploi a été inscrit de façon continue en catégories A, B, C. Une sortie d'au moins un jour de ces catégories réinitialise l'ancienneté.
D'autres indicateurs, tels que le nombre de personnes inscrites en catégorie A un certain nombre de mois sur une période donnée, peuvent éclairer d'autres dimensions de l'ancienneté ou de la récurrence sur les listes de France Travail dans ces catégories.

Entrées et sorties de catégories A, B, C

Le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C en Guadeloupe au 1er trimestre 2025 croît de 0,9 % par rapport au trimestre précédent (-1,8 % sur un an). Les entrées pour fin de contrat (-30), fin de mission d'intérim (-10), démission (-10), rupture conventionnelle (-20), première entrée sur le marché du travail (-30), réinscription rapide (-180) et motif indéterminé (-50) sont en baisse. Les entrées pour licenciement économique (+10), retour d'inactivité (+60) et autres motifs (+290) sont en hausse.

Sur la même période, le nombre moyen de sorties des catégories A, B, C baisse de 7,5 % (-18,3 % sur un an). Les sorties pour reprise d'emploi déclarée (-20), cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (-430) et radiation administrative (-40) sont en baisse. Les sorties pour entrée en stage ou en formation (+90), arrêt de recherche (+30) et autres cas (+60) sont en hausse.

En France (hors Mayotte) le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C augmente de 8,7 % entre le 4e trimestre 2024 et le 1er trimestre 2025 (+6,4 % sur un an) et le nombre de sorties des catégories A, B, C croît de 1,9 % (-6,2 % sur un an).

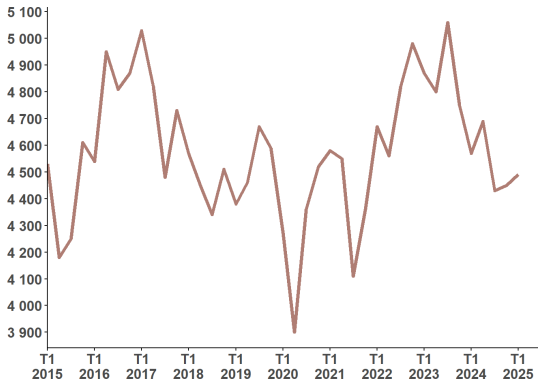
TABLEAU 6 | Entrées en catégories A, B, C par motif

Guadeloupe, données CVS-CJO

	Nombre moyen d'entrées au 1er trimestre 2025	Évolution sur un trimestre * (en %)	Évolution sur un an ** (en %)
Fin de contrat	700	-4,1	-7,9
Fin de mission d'intérim	100	-9,1	0,0
Démission	120	-7,7	-7,7
Rupture conventionnelle	200	-9,1	-20,0
Licenciement économique	90	12,5	28,6
Autre licenciement	110	0,0	-15,4
Première entrée sur le marché du travail (1)	300	-9,1	-16,7
Retour d'inactivité (2)	870	7,4	4,8
Réinscription rapide (3)	750	-19,4	-25,7
Autres motifs (4)	780	59,2	73,3
Motif indéterminé	460	-9,8	-4,2
Ensemble des entrées en catégories A,B,C	**4 490**	**0,9**	**-1,8**
France (hors Mayotte) - En milliers	***596,5***	***8,7***	***6,4***

GRAPHIQUE 13 | Entrées en catégories A, B, C tous motifs

Guadeloupe, données CVS-CJO



* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.
(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.
(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité…).
(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi)
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

TABLEAU 7 | Sorties de catégories A, B, C par motif

Guadeloupe, données CVS-CJO

	Nombre moyen de sorties au 1er trimestre 2025	Évolution sur un trimestre * (en %)	Évolution sur un an ** (en %)
Reprise d'emploi déclarée (1)	260	-7,1	-33,3
Entrée en stage ou en formation	630	16,7	37,0
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	240	14,3	0,0
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (2)	2 140	-16,7	-27,2
Radiation administrative	230	-14,8	-41,0
Autres cas (3)	460	15,0	4,5
Ensemble des sorties de catégories A, B, C	**3 970**	**-7,5**	**-18,3**
France (hors Mayotte) - En milliers	***531,3***	***1,9***	***-6,2***

GRAPHIQUE 14 | Sorties de catégories A, B, C tous motifs

Guadeloupe, données CVS-CJO

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
(1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.
(2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation
(3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

ENCADRÉ • Source et Méthode

Source : La statistique du marché du travail (STMT)

La STMT est une source statistique exhaustive issue des fichiers de gestion de France Travail. Elle porte sur tous les inscrits, entrés ou sortis des listes de France Travail un mois donné. Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne du nombre d'inscrits sur le trimestre passé, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. Cette refonte de la publication vise à mettre l'accent sur les évolutions tendancielles de ces statistiques plutôt que sur leurs variations au mois le mois, qui sont très volatiles et parfois difficiles à interpréter. Une documentation méthodologique présente plus en détail la STMT.

En application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, certains publics sont inscrits systématiquement sur les listes de France Travail à partir du 1er janvier 2025 : les demandeurs et bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), les jeunes en recherche d'emploi accompagnés par les Missions locales (en Contrat d'Engagement Jeune ou en PArcours Contractualisé d'accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi. Les statistiques sur les inscrits à France Travail s'adaptent à ce nouveau contexte (plus de détails sur le site de la Dares).

Eléments de méthode

Dans toute la publication, les résultats présentés sont des moyennes trimestrielles. Elles correspondent à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois.

Les données de la STMT étant exhaustives, il n'existe pas, comme pour des données d'enquête, d'incertitude liée à l'échantillonnage.

Lorsque l'on souhaite interpréter les variations trimestrielles des séries d'un point de vue conjoncturel, il est nécessaire de neutraliser ce qui relève de mouvements récurrents et mécaniques liés à la saisonnalité et aux jours ouvrables. Pour cette raison, les séries brutes sont corrigées des effets des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) à l'aide de méthodes statistiques, afin de permettre une lecture ne tenant pas compte de ces effets. Les variations des séries CVS issues de la STMT peuvent résulter soit de la tendance de moyen terme, principalement liée aux évolutions du marché du travail et à la conjoncture économique, soit de chocs ponctuels, dont les sources peuvent être variées (modifications dans la gestion des listes des inscrits par France Travail ou dans les comportements d'inscription, chocs ponctuels du marché du travail, imprécisions dans l'estimation des corrections des variations saisonnières, …). Parmi ces chocs ponctuels figurent aussi des incidents et changements de procédure dont certains ont pu avoir un impact significatif sur les séries d'inscrits à France Travail. Un document présente les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques de demandeurs d'emploi depuis 2011.

Catégories statistiques d'inscrits à France Travail, chômeurs au sens du BIT

Depuis 2009, la Dares et France Travail présentent, à des fins d'analyse statistique les données sur les inscrits à France Travail selon les catégories suivantes :

- catégorie A : inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie B : inscrits tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins sur un mois) ;
- catégorie C : inscrits tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures sur un mois) ;
- catégorie D : inscrits non immédiatement disponibles, non tenus de rechercher un emploi, sans emploi;
- catégorie E : inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi.

S'y ajoutent, à partir de 2025, suivant les recommandations du rapport du groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis), deux nouvelles catégories :
- une catégorie F, qui réunit les personnes les plus éloignées de l'emploi qui sont orientées vers un parcours à vocation d'insertion sociale ;
- une catégorie G, dite d'attente, qui regroupe les bénéficiaires et les demandeurs du RSA en attente d'orientation.

Ces deux catégories ne sont présentées qu'en données brutes tant que le recul temporel n'est pas suffisant pour réaliser des corrections de variations saisonnières et de jours ouvrables.

Est chômeur au sens du BIT toute personne de 15 ans ou plus qui :
(i) n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence,
(ii) est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et
(iii) a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois.
Le chômage au sens du BIT est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee.
L'inscription à France Travail en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, mais qui ne se recouvrent pas (plus de précisions sur le site internet de la Dares).

Pour en savoir plus

Les principales statistiques sur les inscrits à France Travail sont accessibles sur le site internet de la Dares via une datavisualisation et l'ensemble des données relatives à ces inscrits est accessible en Open Data. L'ensemble des documents relatifs aux données sur les inscrits à France Travail est disponible sur les sites internet de la Dares et de France Travail.